

L'éditorial

de Jean-Marc Schaeffer,
Secrétaire Général UNSA Retraités.

LES ORGANISATIONS RÉFORMISTES S'ADRESSENT AU GOUVERNEMENT

Depuis quelques années, les retraité-e-s ont été touché-e-s par de nombreuses mesures réduisant significativement leur pouvoir d'achat. Certes, avec la pandémie, ces derniers temps n'étaient pas propices à porter certaines revendications, dont celles sur le pouvoir d'achat.

Aujourd'hui, les indices de plusieurs organismes officiels montrent un retour de la croissance accompagnée d'une forte inflation. Dans ce nouveau contexte économique, les retraité-e-s ne doivent pas être les oublié-e-s de cette croissance qui repart.

Au moment où s'ouvraient les discussions sur le projet de loi de finances 2022, nous avons contacté le gouvernement ainsi que les élus (députés et sénateurs) pour leur transmettre nos revendications sur le pouvoir d'achat et la perte d'autonomie.

Fin octobre, la CFDT Retraités et l'UNSA Retraités, organisations syndicales réformistes, se sont rencontrées. Elles ont constaté des analyses proches et convergentes sur des dossiers prioritaires : la revendication d'augmentation du pouvoir d'achat des retraités, leur inquiétude concernant le secteur de la santé (déserts médicaux, augmentation des cotisations des mutuelles...), leur déception face à l'abandon par le gouvernement de la loi «Grand âge» relative au vieillissement et à la perte d'autonomie.

La CFDT Retraités et l'UNSA Retraités ont décidé de s'adresser, en commun, directement au premier Ministre et de lui demander une audience.

En agissant ainsi, elles font le choix d'une intervention adaptée au contexte sanitaire encore incertain, en évitant des rassemblements et les transports qui en découlent. En bref, une action pragmatique et sans doute plus efficace même si elle ne reçoit pas la même répercussion médiatique que les défilés dans les rues.

Jean-Marc Schaeffer